

MSNA Haiti 2023 - Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP)

FICHE D'INFORMATION

Novembre 2023
HAÏTI

Les résultats clés de l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) au niveau de la ZMPAP auprès des populations non-déplacées dans les zones de richesse pauvres et très pauvres

MESSAGES CLES

- L'insécurité en Haïti, et plus particulièrement dans la ZMPAP, est un **phénomène complexe qui entraîne des répercussions sur de nombreux aspects de la vie des Haïtiens**. Dans leur rapport trimestriel sur les droits humains couvrant la période de janvier à mars 2023¹, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme (HCDH) ont documenté des attaques d'une « extrême violence contre la population, faisant au moins **1,634 victimes qui ont été tuées, blessées ou enlevées** par rapport aux 674 victimes dans la même période en 2022. » Selon les données de la MSNA, les risques de protection catégorisés comme sévères tel que **le risque d'être blessé ou tué par balle ou une balle perdue (28%)** sont prévalents dans la ZMPAP et traduisent en partie l'instabilité du contexte sécuritaire ainsi que son impact sur l'accès aux services de base. En outre, **33%** des ménages ont rapporté que le principal obstacle à la fréquentation régulière des enfants à l'école formelle est lié à **l'insécurité pour l'enfant sur le chemin de l'école ou à l'école**.
- L'impact de cette crise multidimensionnelle se reflète aussi dans la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins prioritaires. **41%** des ménages ont déclaré avoir **subi un choc pouvant affecter la satisfaction de besoins prioritaires du ménage cours des 30 jours précédent la collecte**. Les chocs les plus rapportés par ces ménages sont liés aux **prix anormalement élevés des denrées alimentaires (16%)**, à **l'insécurité (8%)** ou à une **maladie grave ou accident** entraînant une blessure pour un membre du ménage (8%). De plus, **64%** des ménages ayant fait face à un choc (**41%**) ont rapporté que ce dernier a affecté leur accès à la nourriture et pour **41%** des ménages l'accès à l'activité de subsistance principale. Par ailleurs, **56%** des ménages ont indiqué utiliser des **stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance (LCSI)** de crise ou d'urgence.
- L'accès à des conditions de logement dignes et des abris adéquats est aussi un défi pour les ménages de la ZMPAP. Au-delà de la **vulnérabilité aux conditions météorologiques** avec **26%** des ménages précisant que le principal dommage lié à leur abri consiste en **des fuites en cas de pluie**, seulement **15%** des ménages rapportent **vivre dans un abri adéquat**.*

5%

des ménages interrogés **ont pu satisfaire 76% à 100% de leurs besoins prioritaires**.** Par ailleurs, la moitié des ménages **n'ont pu satisfaire qu'un quart ou moins de leurs besoins prioritaires**.

28%

des ménages ont rapporté que la **principale préoccupation en matière de sécurité** à laquelle font face les hommes est d'**'être blessé/tué par une balle ou une balle perdue**. C'est également la principale **préoccupation pour les femmes**, rapportée à hauteur de **20%**.

CONTEXTE

Du fait de la nature multiforme de la crise en Haïti, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) a estimé à 5,2 millions le nombre de personnes ayant des besoins humanitaires en 2023, contre 4,9 millions en 2022, soit 60% de la population haïtienne.²

Haïti fait face à des situations humanitaires très critiques depuis déjà plusieurs années.³ Cette situation s'explique en grande partie par la détérioration des conditions de vie des habitants du pays en raison de la crise politique et institutionnelle persistante, de la forte vulnérabilité aux catastrophes naturelles, ainsi que l'intensification des violences causées par des gangs armés.⁴ Depuis juin 2021, l'influence exercée par ces gangs sur la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP) s'est considérablement étendue.⁵

APERCU DE L'EVALUATION

Afin de répondre à des défis en matière d'accès à de l'information, IMPACT à travers son initiative REACH et sous le mandat du Groupe de Coordination Inter-Secteur (ISCG) a facilité pour la deuxième fois en Haïti une MSNA qui couvre l'ensemble du territoire, afin d'informer, entre autres le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour 2024.

METHODOLOGIE :

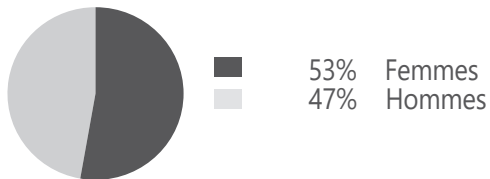
La collecte de données a eu lieu du 11 juillet au 13 août dans la ZMPAP. La ZMPAP couvre les 7 communes de l'aire urbaine de Port-au-Prince, à savoir : Port au Prince, Carrefour, Pétion-Ville, Delmas, Cité-Soleil, Tabarre et Croix-des-Bouquets.

*Un abri adéquat fait référence aux types d'abri suivants : Abri adéquat traditionnel avec toit en paille/chaume et un mur en bois/argile ou Abri adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en bois/argile

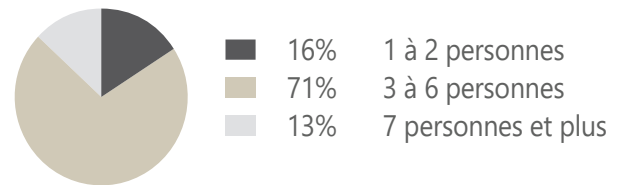
**Les besoins prioritaires font référence à l'accès à l'eau, l'éducation, les abris, la nourriture, aux services de santé ou encore aux activités de subsistance.

INFORMATIONS CLES SUR LA DEMOGRAPHIE DU MENAGE :

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage

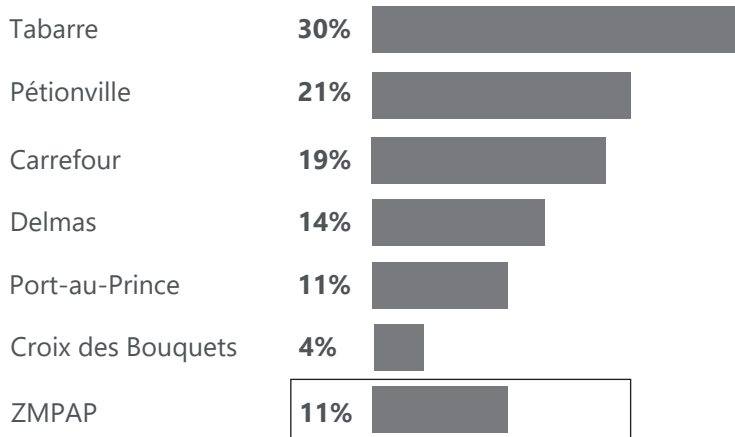


% de ménages par taille du ménage



INTENTIONS MIGRATOIRES :

% de ménages ayant l'intention de se déplacer hors de leur localité actuelle au cours des 6 prochains mois



Raisons principales liées au déplacement, parmi les 11% de ménages ayant l'intention de se déplacer au cours des 6 prochains mois

Insécurité	49%
Recherche d'opportunités économiques	35%
Recherche d'opportunités d'éducation	8%
Réunification familiale	5%

PROTECTION - Éléments de contexte :

Selon le Bureau intégré des Nations en Haïti (BINUH), les violences armées commises par les groupes criminels ont connu **une augmentation de 125% entre janvier et juin 2023** par rapport à la même période de l'année dernière.¹

En réponse à cette situation et comme expliqué dans le rapport publié par Human Rights Watch² « certains habitants ont eu recours à une 'justice populaire', en créant le **mouvement Bwa Kale**, qui a pris de l'ampleur à la fin du mois d'avril 2023. Selon le BINUH en date de juin 2023, ce mouvement aurait provoqué la mort de plus de 200 personnes soupçonnées d'être des membres de groupes criminels. »

L'insécurité est alors une des préoccupations majeurs dans la ZMPAP en 2023, comme mis en avant lors d'échanges mis en place par REACH avec des informateurs clés³ suite aux **violences survenues depuis le 12 août à Carrefour-Feuilles**. Les répondants ont spécifiquement fait référence à des **incidents de sécurité liés à des guerres de territoire** consistant en la **destruction des maisons par le feu, le kidnapping ou encore l'impossibilité de circuler librement**. A ce propos, un leader communautaire a fait part de ses angoisses qui consistent en **l'impossibilité pour les habitants d'aller au marché** soit pour acheter ou écouler les produits alimentaires à cause des gangs armés.

«J'étais chez moi le 12 août 2023. Au moment des tirs, nous avons laissé la maison, qui a été brûlée par la suite. J'étais donc obligée de me déplacer et me rendre vers la place Jérémie. Les gangs armés nous ont attaqués à nouveau et finalement nous nous sommes réfugiés au lycée Firmin.»

“Femme enceinte ayant fui son lieu de résidence à Carrefour-Feuilles”⁴

RESTRICTIONS DE MOUVEMENT

34% des ménages dans la ZMPAP ont précisé avoir subi **des restrictions de mouvement** au cours des 3 mois précédant la collecte, particulièrement dans la commune de **Port-au-Prince (41%)** et **Carrefour (39%)**. Les principales **restrictions de mouvement** sont liées à des **restrictions imposées par les gangs armés**.

Top 3 des **restrictions de mouvements** les plus rapportées au cours des 3 mois précédant la collecte

Blocus imposés par les gangs armés	52%
Interdiction de déménager par les gangs	26%
Impossibilité de se rendre dans les zones contrôlées par des gangs rivaux	24%

41% des ménages dans la commune de **Cité Soleil** et **31%** dans la commune de **Port-au-Prince** ont rapporté **l'interdiction de déménager par les gangs** comme principale type de restriction de mouvement.

EXPOSITION A DES RISQUES DE PROTECTION

Top 3 des **risques de protection** les plus rapportées auxquels ont été exposés les femmes et les hommes

Pour les hommes

Être blessés ou tués par une balle	28%
Abus de substances	15%
Se faire tuer	10%

Pour les femmes

Être blessées ou tuées par une balle	20%
Etre victime de harcèlement, de la violence sexuelle	10%
Menaces de violence et harcèlement verbal	8%

12% choisissent de **se tourner vers un groupe armé en cas d'incident de protection**. C'est le cas de **29%** des ménages dans la commune de Cité Soleil et **15%** dans la commune de Port-au-Prince.

RESSOURCES DISPONIBLES EN CAS DE VIOLENCE SEXUELLE OU BASEES SUR LE GENRE :

Pas de possibilité de rapporter l'information	30%
La police	29%
Ne savent pas vers quelle ressource se tourner	27%
Leader communautaire	14%

22% des ménages à **Cité Soleil** ont précisé que le risque de protection principal auquel font face **les femmes** est d'être **victime de harcèlement ou de violence sexuelle**. **10%** des ménages dans la commune de **Port-au-Prince** ont mentionné la **détention à des fins d'exploitation sexuelle**.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Risques de protection auxquels sont exposés les filles et les garçons

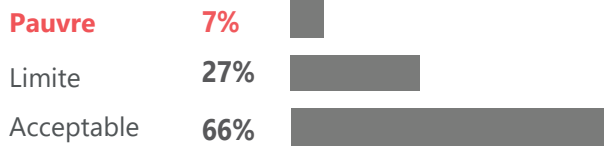
Concernant les risques de protection auxquels font face les garçons, **22%** des ménages dans la ZMPAP craignent les **blessures par balles ou par balle perdue (37% à Cité Soleil et 28% à Port-au-Prince)**, et **14%** (dont **44%** à Cité Soleil) le **recrutement par un gang armé**.

Concernant les risques de protection auxquels font face les filles, **26%** des ménages dans la commune de Port-au-Prince ont mentionné les **blessures par balle ou une balle perdue** et **27%** des ménages à Croix-des-Bouquets ont fait référence à **l'exposition à du harcèlement ou de la violence sexuelle**.

14% des ménages à Croix-des-Bouquets ont précisé que **l'activité principale des enfants est de chercher de l'eau**. **11%** des ménages à Cité soleil et **9%** à Carrefour ont fait référence à cette activité comme étant la principale pour les enfants.

SECURITE ALIMENTAIRE

% de ménages par catégorie du Score de Consommation alimentaire (FCS)



% des ménages par niveau sur l'échelle de la faim (HHS)

Sévère	24%
Modéré	46%
Aucun ou peu	31%

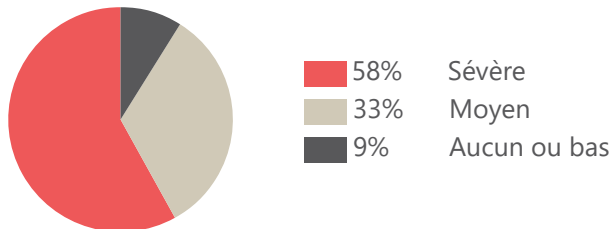
% de ménages selon le nombre moyen de repas consommés par jour par la plupart des membres du ménage



30%

des ménages dans la commune de **Port-au-Prince** ont rapporté consommer **un repas par jour**. Cette proportion est de **19%** dans la commune de Cité Soleil.

% de ménages par niveau d'Indice réduit des stratégies de subsistance (rCSI)



58% des ménages évalués se situent en niveau sévère de l'rCSI.

Cette proportion s'élève à **67%** des ménages interrogés dans la commune de Port-au-Prince et est de **62%** à Cité Soleil.

% des ménages ayant subi un choc au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de données, par type de choc

Prix anormalement élevés des denrées alimentaires	16%
Maladie grave ou accident entraînant une blessure pour un membre du ménage	8%
Prix anormalement élevés des carburants/transports et d'autres denrées non alimentaires.	7%
Pluies excessives, inondations	6%
Décès d'au moins un membre adulte actif du ménage	6%
Insécurité (violence, raids, pillages)	5%

% de ménages par type d'obstacles pour accéder à des produits alimentaires et non alimentaires de base

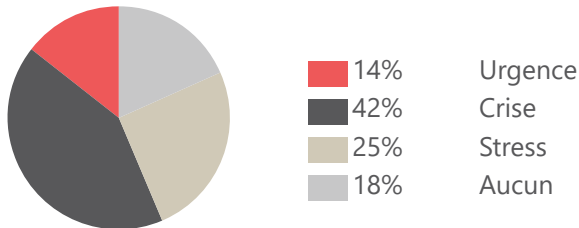
14%	des ménages ont mentionné l'insécurité ou le danger lors des déplacements vers et depuis le marché.
8%	des ménages ont fait référence à l'insécurité ou au danger auquel ils s'exposent dans le marché.
3%	des ménages ont déclaré que le principal obstacle est lié aux routes endommagées menant au marché.

18% des ménages ont rapporté ne **pas avoir de moyens de stockage des aliments**. C'est le cas d'un tiers des ménages à **Croix-des-Bouquets et Tabarre**.

MOYENS DE SUBSISTANCE

% de ménages par niveau d'Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)

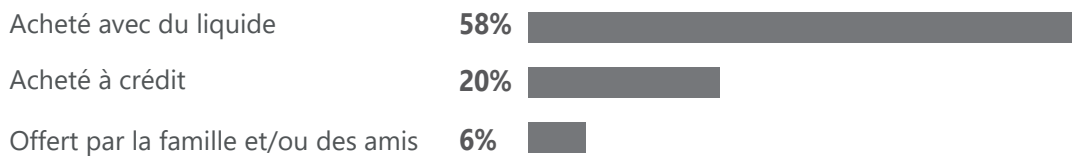
Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



22%

des ménages dans la **commune de Delmas** ont adopté des **stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance catégorisées comme traduisant une situation d'urgence**. Cette proportion est de **19%** dans la commune de **Port-au-Prince**.

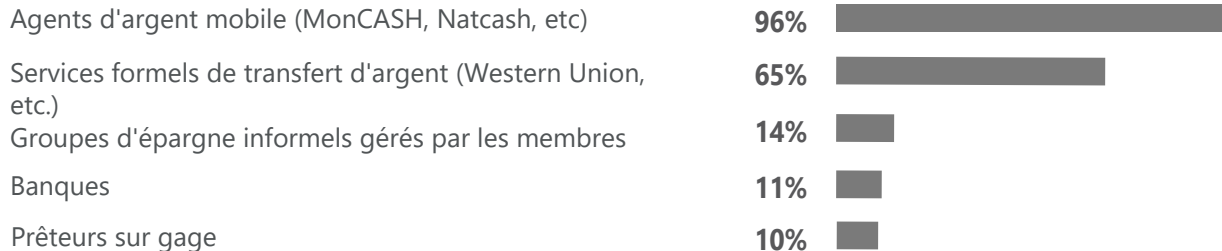
Top 3 des **sources de nourriture** rapportées par les ménages (en % de ménages) au cours des 30 jours précédant la collecte



23%

des ménages dans la commune de Port-au-Prince ont rapporté avoir pour **principale source l'achat à crédit**.

Top 3 des types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone (% des ménages)



Le recours aux **groupes d'épargne informels** gérés par les membres comme les banques villageoises, associations villageoises d'épargne et de crédit, MUSO / mutuelles de solidarités est principalement utilisé dans les communes de Carrefour (**34%**) et Cité Soleil (**22%**).

% de ménages ayant pu satisfaire leurs besoins prioritaires au cours des 30 jours précédant la collecte des données, par niveau de satisfaction

0 - 25% des besoins prioritaires satisfaits	52%
26 - 50% des besoins prioritaires satisfaits	29%
51 - 75% des besoins prioritaires satisfaits	13%
76 - 100% des besoins prioritaires satisfaits	5%

67% des ménages dans la commune de **Port-au-Prince** n'ont pu satisfaire que **25% ou moins** de leurs besoins prioritaires.

Les types d'impact liés aux chocs subis les plus rapportés par les ménages

Accès à la nourriture	64%
Accès à l'activité de subsistance principale	40%
Accès aux services de santé	17%
Disponibilité de la nourriture dans la région	17%

A Tabarre, **39%** des ménages ont précisé que les chocs subis ont eu un impact sur la **disponibilité de la nourriture dans la région**. Pour **24%** des ménages à Delmas, les chocs subis ont eu un impact sur **l'accès à l'école pour les enfants**.

EAU POTABLE, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

ACCES A L'EAU

Top 4 des sources d'eau de boisson rapportées par les ménages (% des ménages)

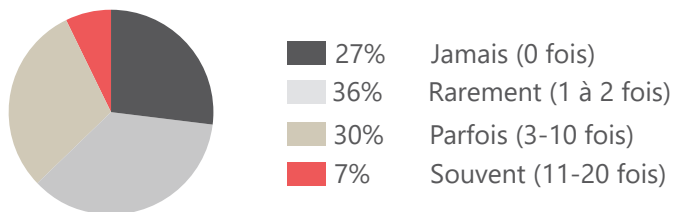
- | | |
|-------------------------------------|-----|
| 1. Eau en bouteille | 22% |
| 2. Kiosque à eau | 18% |
| 3. Robinet public ou borne-fontaine | 14% |
| 4. Camion-citerne | 13% |

15%

des ménages ont rapporté avoir comme principal problème pour avoir accès à suffisamment d'eau la **distance trop éloignée des points d'eau**.

A Delmas (32%), Pétionville (26%) et Cité Soleil (25%), la principale source d'eau est le camion-citerne. C'est aussi dans ces trois communes que le **principal problème d'accès à l'eau rapporté par les ménages est que l'eau soit trop chère**.

% de ménages selon la fréquence à laquelle ils n'ont pas eu suffisamment d'eau pour boire au cours des 4 semaines précédant la collecte



13%

des ménages dans la commune de **Croix-des-Bouquets** ont rapporté avoir souvent manqué d'eau (11-20 fois par mois)

Les trois principales sources d'eau de boisson utilisées dans cette commune sont le robinet public ou la borne-fontaine (33%), le kiosque à eau (21%) et le puits protégé (17%).

ACCES AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES

% de ménages par type d'infrastructure sanitaire utilisée habituellement (les plus rapportées)

- | | |
|---|-----|
| 1. Toilettes à chasse d'eau dans une fosse septique | 30% |
| 2. Latrines à fosse avec dalle | 23% |
| 3. Toilettes à chasse d'eau raccordée au système d'égout canalisé | 14% |
| 4. Toilettes à chasse d'eau dans une latrine à fosse | 10% |
| 5. Latrines à fosse sans dalle / fosse ouverte | 9% |
| 6. Pas d'installation / buisson / champ | 7% |

% de ménages rapportant des problèmes liés aux infrastructures sanitaires, par type de problème les plus rapportés

Les installations sanitaires ne sont pas propres/hygiéniques 49%

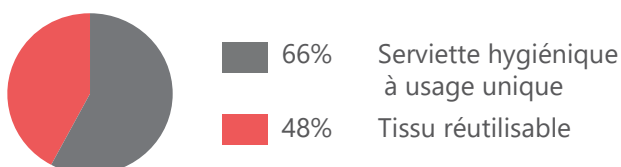
Manque d'installations sanitaires / trop d'affluence 43%

Les installations sanitaires ne fonctionnent pas ou sont pleines 23%

Les installations sanitaires ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes 23%

HYGIENE MENSTRUELLE

Les deux types de matériel menstruel utilisé par les femmes du ménage



57% des ménages ont indiqué que les **femmes au sein du ménage préfèrent utiliser un autre type de matériel menstruel** que celui habituellement utilisé. A Cité Soleil, **70%** des femmes utilisent du **tissu réutilisable** comme matériel menstruel.

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

ACCES A UN ABRIS ADEQUAT

Top 4 du **type d'abri** rapporté par les ménages (% des ménages)

1. Abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing	36%
2. Maison finie	26%
3. Bâtiment non couvert/non fini	14%
4. Abri adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en bois/argile	13%

Dans la ZMPAP, la plupart des ménages interrogés sont soit propriétaires du logement (42%) ou le louent (41%). Cependant, 7% des ménages ont rapporté **vivre en accueil/hébergement sans loyer et sans aucun type d'accord**.

- À Cité Soleil, 30% des ménages ont rapporté **vivre dans un logement sans aucun type d'accord**.
- À Carrefour et à Pétion-Ville, 9% des ménages interrogés résident **en accueil/hébergement sans loyer**.

FONCTIONNALITE DES ABRIS

% de ménages vivant dans un espace domestique où il est non fonctionnel/impossible de:

Cuisiner	35%	
Stocker de la nourriture	14%	
Eclairer	12%	
Dormir	1%	

63%

des ménages à Croix-des-Bouquets ont rapporté que l'abri n'est **pas fonctionnel pour cuisiner**. Pour 31% d'entre eux, c'est dû aux **installations de cuisson jugées dangereuses** et 29% ont précisé que **la cuisine est à l'air libre ou qu'il n'y a pas de cuisine**.

Plus de la moitié des ménages (56%) à Croix-des-Bouquets vivent dans un abri où il est impossible de s'éclairer. Parmi eux, 87% des ménages expliquent qu'il n'y a **pas d'électricité ou pas de lampe solaire dans le foyer**.

DOMMAGES SUR LES ABRIS

% de ménages par type de dommages les plus rapportés pour l'abri

Dommages mineurs à la toiture (fissures, ouvertures)	32%
Fuites en cas de pluie	26%
Dommages aux murs	22%
Dommages aux sols	12%

Deux communes sont particulièrement **vulnérables aux effets d'intempéries**.

À Cité Soleil, 47% des ménages ont rapporté les **fuites en cas de pluie** comme principal dommage. Cette proportion est de 40% à Croix-des-Bouquets.

12% des ménages dans la commune de Port-au-Prince ont rapporté avoir des **dommages importants au toit avec un risque d'effondrement**.

61% des ménages dans la ZMPAP ont rapporté que **l'abri principal ne peut pas résister aux aléas climatiques**.

% de ménages vivant dans des abris surpeuplés et ne garantissant pas leur intimité

24%

des ménages interrogés **disposent de moins d'une pièce pour trois personnes** dans le ménage. Cette proportion est particulièrement élevée dans les communes de Cité Soleil (45%) et de Croix-des-Bouquets (38%).

Types d'articles non alimentaires essentiels qui manquent dans le ménage

Matelas	45%
Moustiquaires	39%
Bassine de lavage	37%
Vaisselle	24%

SANTE

BESOINS EN SANTE

29%

des individus ayant eu un **besoin de prise en charge** ont rapporté **ne pas avoir pu obtenir des soins de santé**.

Cette proportion est particulièrement élevée dans les communes de Croix-des-Bouquets (**58%**), Cité Soleil (**54%**) et Tabarre (**45%**).

Top 3 des besoins de soins de santé non comblés les plus rapportés (% d'individus)

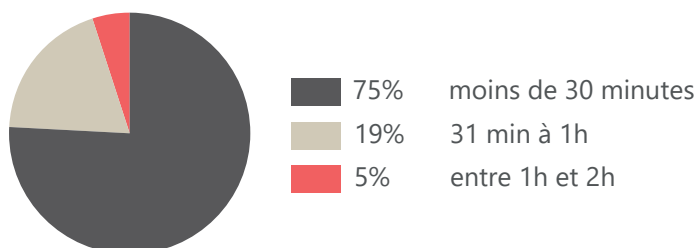
Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/-soudaine (fièvre, diarrhée, toux, etc.)	37%
Consultation ou médicaments pour une maladie chronique (diabète, hypertension, etc.)	15%
Consultation / bilan de santé préventif	12%

BARRIERES D'ACCES

Les barrières les plus rapportées pour accéder aux infrastructures de santé (% des ménages)

Ne pouvait pas payer le coût de la consultation	32%	
Ne pouvait pas payer le coût du traitement	27%	
Temps d'attente trop long pour le service	10%	
Aucun établissement de santé fonctionnel à proximité	10%	

% de ménages selon le temps moyen de trajet pour accéder à l'infrastructure de santé fonctionnelle la plus proche, par le moyen de transport habituel



43%

des ménages dans la **commune de Cité Soleil** ont rapporté un temps moyen de **31 minutes à une heure** pour accéder à l'infrastructure de santé fonctionnelle la plus proche. Cette proportion est de **41%** dans la commune de **Croix-des-Bouquets**.

SANTE MENTALE

% de ménages dont le répondant a ressenti des sensations de stress psychologique souvent ou très souvent*

* parmi les 85% des répondants ayant consenti à répondre à ces questions sur la santé mentale

Ressentir du désespoir qui résulte dans un manque d'envie de vivre

44%

Ressentir une tristesse forte vis-à-vis d'un évènement qui fait que la personne évite des éléments qui ravivent des souvenirs de l'évènement

34%

Ressentir un manque d'intérêt pour les choses qui font que la personne ne veut plus rien faire

32%

Ressentir une peur forte et ne pas être en mesure de se calmer

27%

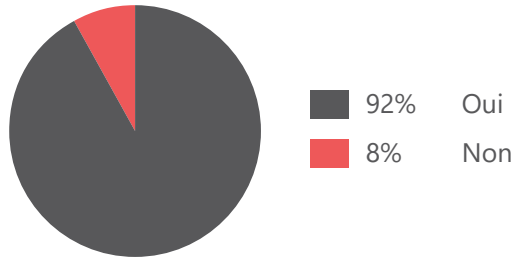
70%

de ces ménages ont essayé de trouver un **soutien psychologique** auprès d'amis ou des membres de la famille pour un **problème de santé mentale** alors que **19%** ont eu recours à des **leaders religieux** pour combler ce besoin de prise en charge.

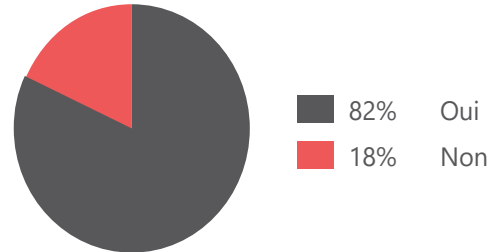
EDUCATION

SCOLARISATION

% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) inscrits dans une école scolaire formelle pour l'année scolaire 2022-2023



% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) ayant fréquenté l'école régulièrement durant l'année scolaire 2022-2023



27%

des enfants en âge scolaire dans la commune de Cité Soleil n'ont pas pu fréquenter l'école régulièrement durant l'année scolaire 2022-2023. Les deux principales raisons avancées correspondent aux **coûts liés à l'éducation jugés trop élevés** pour **57%** des ménages et à l'**insécurité à laquelle l'enfant fait face sur le chemin de l'école ou dans l'établissement scolaire** pour **26%**.

BARRIERES D'ACCES

Les deux raisons les plus rapportées pour lesquelles les enfants en âge scolaire **ne fréquentaient pas régulièrement** l'école*

*Fréquenter régulièrement l'école équivaut à une fréquentation d'au moins quatre jours par semaine)



39% des ménages ont rapporté que le principal obstacle à l'inscription ou la fréquentation de l'école est **lié aux coûts d'éducation trop élevés**. Cette proportion est de **80%** à Pétionville.



33% des ménages ont rapporté que le principal obstacle est lié à l'**insécurité pour l'enfant sur le chemin de l'école / à l'école**. C'est principalement les ménages dans les communes de **Tabarre (48%)**, **Port-au-Prince (43%)** et **Delmas (38%)** qui sont concernés par cet obstacle.

% d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui ont pu apprendre dans des conditions acceptables à l'école durant l'année scolaire 2022-2023

40%

des ménages dans la commune de **Tabarre** ont rapporté que leurs enfants **n'ont pas pu apprendre dans des conditions acceptables à l'école durant l'année scolaire 2022-2023**. La principale raison avancée et rapportée par **57%** de ces ménages est liée au **manque de matériel d'enseignement et d'apprentissage**.

REDEVABILITE

PRIORITES ET PREFERENCES

Top 4 des besoins prioritaires les plus rapportés par les ménages

Abris / logement / habitat	33%	
Nourriture / Assistance alimentaire	26%	
Aide aux moyens de subsistance / aide à l'emploi	13%	
Electricité	10%	

Modalités d'assistance préférées pour les besoins prioritaires plus rapportés

Pour les besoins en abris

Argent via transfert bancaire	52%
En nature - mise à disposition d'un logement	37%
Construction / réhabilitation d'infrastructures	22%

Pour les besoins en nourriture

Argent via transfert bancaire	70%
En nature	38%
Vouchers / coupons	14%

ACCES A L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

12% des ménages ont **reçu une assistance humanitaire**. A **Cité Soleil et Port-au-Prince**, cette proportion est plus élevée par rapport aux autres communes et est respectivement de **21%** et de **15%**. Parmi ceux qui ont reçu une assistance humanitaire, **46%** des répondants ont précisé **avoir reçu l'aide il y a entre 3 et 6 mois**.

Types d'assistance reçue les plus rapportés à Cité Soleil et Port-au-Prince

La principale assistance reçue à **Cité Soleil** consiste en des coupons ou vouchers (**81%**). A **Port-au-Prince**, les bénéficiaires d'aide ont mentionné des distributions de nourriture (**31%**), des services de l'eau, hygiène et assainissement (**23%**) et des transferts monétaires inconditionnels (**23%**).

54% des ménages, parmi les **14%** ayant rencontré des obstacles pour accéder à l'aide humanitaire dans les 12 mois précédant la collecte de données ont précisé que **le principal obstacle est lié au manque d'accès à suffisamment d'information pour savoir comment y accéder**.

INFORMATION ET MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

Top 4 des moyens de communication privilégiés pour recevoir de l'information

Appels téléphoniques	78%
SMS / Textos	26%
Whatsapp ou autre messagerie instantanée	21%
Radio	19%

96% des ménages ont rapporté **ne pas avoir eu connaissance de mécanismes de retour d'information et de plaintes**.

Aperçu de la méthodologie

Les résultats de cette enquête quantitative sont représentatifs à l'échelle des zones de richesse pour la ZMPAP (zones « pauvres » et « très pauvres » regroupées ensemble) ainsi que par commune pour les zones « pauvres » et « très pauvres ». L'évaluation pour les ménages non déplacés de la ZMPAP est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un intervalle de confiance de 90 % et une marge d'erreur de 10 % pour la population générale. La ZMPAP couvre les 7 communes de l'aire urbaine de Port-au-Prince, à savoir : Port au Prince, Carrefour, Pétion-Ville, Delmas, Cité-Soleil, Tabarre et Croix-des-Bouquets. Le découpage est fait par zone de richesse correspondant au découpage de l'IPC par zone de richesse.

Défis et limites

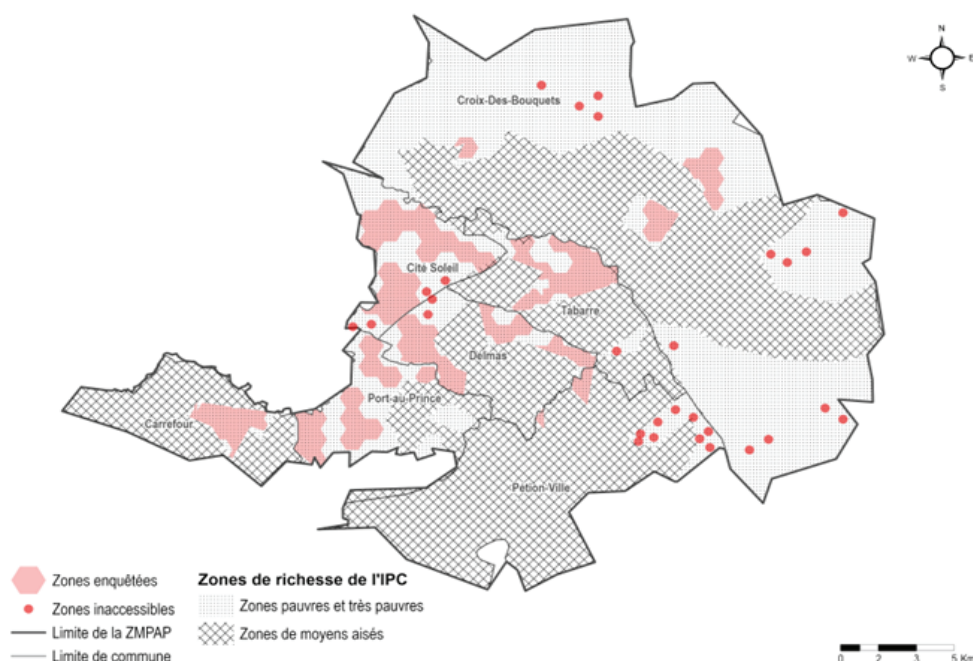
Deux strates ont été sous-échantillonnées en raison de contraintes opérationnelles et sécuritaires. Les résultats de ces strates doivent alors être interprétés avec précaution comme ils ne sont pas représentatifs mais peuvent être utilisés à titre indicatif.

Les strates avec un échantillon de moins de 100% par rapport à la valeur cible, avec les pourcentages de la cible d'entretiens qui ont été atteints :

- Croix de Bouquet : 56%
- Petion Ville : 77%

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE :

Carte de couverture de la ZMPAP :



Notes de bas de page

PAGE 1

¹ UNFPA, Haïti : BINUH est alarmé de la montée de la violence au début de 2023, 2023

² OCHA, Aperçu des besoins humanitaires, 2023

³ UN News, L'année 2021 en Haïti a été marquée par une accélération des crises qui affectent le pays depuis des années, 2022

⁴ Banque Mondiale, profil du pays Haïti, Mars 2023

⁵ OCHA, Impact des troubles sociaux sur la situation humanitaire, Septembre 2022

PAGE 2

¹ HRW, Haïti : Augmentation des abus violents, 2023

² HRW, Vivre un cauchemar Face à une crise qui s'aggrave, la situation en Haïti nécessite une réponse urgente fondée sur les droits humains, 2023

³ REACH, L'accès aux services de base et à une aide humanitaire dans un contexte sécuritaire fragile : étude de cas dans le quartier de Carrefour-Feuilles, 2023

⁴ Citation issue d'échanges entre des informateurs clés et REACH en septembre 2023 suite aux violences survenues à Carrefour-Feuilles en août 2023.

A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.